

Unité bidépartementale Calvados Manche
1 rue Recteur Daure
CS 6004
14000 Caen

Caen, le 06/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PRESTIA GK MP

Rue du Poirier
ZI
14651 Carpiquet

Références : 2025-116
Code AIOT : 0005302858

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/03/2025 dans l'établissement PRESTIA GK MP implanté Rue du Poirier ZI 14651 Carpiquet. L'inspection a été annoncée le 27/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection avait pour objectif de décliner une action régionale dans le domaine des installations électriques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PRESTIA GK MP
- Rue du Poirier ZI 14651 Carpiquet

- Code AIOT : 0005302858
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société GALVALEK est spécialisée dans le traitement de surface de différentes pièces.
Le site est classé IED au titre de la rubrique ICPE n°3260 (traitement de surface des métaux).

Thèmes de l'inspection :

- AR - 1
- ATEX
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Limite d'intervention du contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande d'action corrective	3 mois
5	Plan d'action suite au contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande d'action corrective	3 mois
6	Zonage ATEX et adéquation du matériel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Demande d'action corrective	3 mois
7	Etat général visuel des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1	Sans objet
2	Modifications	Arrêté Préfectoral du 19/09/2024, article 1.1.1	Sans objet
3	Périodicité du contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'organisation définie dans le domaine des installations électriques mérite d'être renforcée, notamment pour prioriser le traitement des non-conformités et pour s'assurer que l'ensemble des installations électriques est contrôlé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets industriels aqueux
Prescription contrôlée : I. Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées : 2330, 2345, 2350, 2351, 2567, 2660, 2661, 2750, 2752, 2760, 2790, 2791, 2795, 3120, 3230, 3260, 3410, 3420, 3440, 3450, 3510, 3531, 3532, 3540, 3560, 3610, 3620, 3630, 3670, 3710 ou 4713. Il s'applique également à tout exploitant d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté non mentionnée ci-dessus et utilisant, produisant, traitant ou rejetant des substances per- ou polyfluoroalkylées.
Constats : L'exploitant confirme ne pas avoir identifié dans son process de produits contenant des PFAS et ne pas avoir de rejet d'effluents industriels liquides. Le site n'est donc pas soumis au suivi des PFAS demandé par l'arrêté du 20 juin 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Modifications

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2024, article 1.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Modifications
Prescription contrôlée : La société PRESTIA GALVALEK, SIRET 328 591 227 00025, dont le siège social est situé à 171 rue du Poirier - 14 650 CARPIQUET, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation de son installation sur le territoire de Carpiquet, au 71 rue du Poirier - 14 650 CARPIQUET (coordonnées Lambert 93 : X= 448 036 m et Y=6 904 944 m), les installations détaillées dans les articles suivants.
Constats : A l'issue de l'instruction du dossier de porter à connaissance, un arrêté préfectoral d'autorisation

a été délivré le 16 septembre 2024 pour modifier les installations existantes du site de Carpiquet.

A date, les travaux de modernisation des installations ont débuté :

- décembre 2024, démantèlement du hall blanc, montage de structures temporaires,
- 2025 : travaux de VRD
- Fin 2025 : démarrage de la construction des nouveaux bâtiments
- 2026 : installation du process
- 2027 : mise en service industrielle de l'installation

Le permis de construire pour ces modifications a été obtenu en novembre 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Périodicité du contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques

Prescription contrôlée :

A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »

...

Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.

...

Constats :

Les installations électriques sont contrôlées annuellement par un organisme compétent.

Le dernier contrôle des installations électriques a été réalisé en novembre 2024, le prochain contrôle est planifié en novembre 2025.

Le rapport Q18 a été établi en novembre 2024 (avec identification d'un risque d'incendie et d'explosion), le prochain rapport Q18 sera en novembre 2025.

Le rapport Q19 a été réalisé en mars 2025 (avec 4 non-conformités relevées), le prochain contrôle est planifié en mars 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Limite d'intervention du contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques

Prescription contrôlée :

A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux

dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »

...

Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.

...

Constats :

Le rapport de vérification des installations électriques de novembre 2024 de l'organisme compétent mentionne :

- au total 22 observations, dont 14 nouvelles ;
- en page 8, la déclaration CE de conformité et notices des matériels installés dans les emplacements à risque d'explosion n'a pas été fournie ;
- en page 8, des limites d'intervention dues à des raisons d'exploitation. Au total, ce sont 64 dispositifs qui n'ont pas été vérifiés (marqués NE dans le rapport de contrôle). A date, l'exploitant n'a pas procédé à un contrôle complémentaire pour les parties d'installations non vérifiées ;
- en page 9, au niveau de la nouvelle unité de filtration, la présence de locaux qui pourraient présenter des risques d'explosion.

L'exploitant précise en séance :

- avoir remis le document relatif à la protection contre les explosions (DRPCE) d'avril 2017, après le passage de l'organisme ;
- réaliser une semaine d'arrêt technique durant l'hiver et durant l'été.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande sous 3 mois :

- de procéder à un contrôle complémentaire pour les installations électriques qui ont fait l'objet d'une vérification partielle, notamment lors des arrêts techniques programmés ;
- de vérifier la complétude du DRPCE et de fournir à l'organisme compétent pour les prochains contrôles électriques le DRPCE en vigueur.

Pour chaque point précité, l'exploitant proposera un plan d'actions assorti des délais de réalisation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Plan d'action suite au contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A . Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'une organisation dans le domaine des installations électriques. Il réalise de façon annuelle le contrôle de ses installations électriques, réalise annuellement des rapports Q18 et Q19. L'exploitant enregistre dans un logiciel (GMAO) une partie des observations, principalement celles issues du rapport Q19.</p> <p>Par sondage, l'inspection des installations classées a procédé à des vérifications. Il a notamment été noté ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • qu'à date, l'exploitant n'est pas en mesure de fournir un bilan des observations traitées et en cours, puisque toutes les observations ne sont pas enregistrées sous GMAO ; • que les 2 observations relevées dans le rapport Q18 ne sont pas enregistrées sous la GMAO ; • que les 4 observations du rapport Q19 sont enregistrées sous la GMAO. Ces observations ont été relevées en mars 2024, les actions correctives ont été réalisées en février 2025. Le rapport Q19 donnait un degré de priorité 2, c'est-à-dire à corriger sous 2 mois. <p>L'inspection considère que le délai de traitement des observations du rapport Q19 est non satisfaisant (délai de traitement de 11 mois). L'exploitant explique en retour que le service maintenance était sous gréé l'année passée (avec plusieurs départs d'agents).</p> <p>L'inspection des installations classées a rappelé que les observations figurant dans les rapports Q18 et Q19 devaient faire l'objet d'un traitement dans des délais adaptés au risque.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées demande sous 3 mois le plan d'actions mis en œuvre pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • disposer d'un suivi actualisé de l'ensemble des observations (traitées et en cours) ; • traiter en priorité les observations figurant dans les rapports Q18 et Q19.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 6 : Zonage ATEX et adéquation du matériel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques</p>

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un document relatif à la protection contre les explosions (DRPCE) d'avril 2017 (rapport 6402855-3). Ce document identifie différentes zones sur le site (charge de batterie, canalisation de gaz naturel...). Un audit d'adéquation est mentionné dans le rapport ; cet audit n'a pas été consulté en séance.</p> <p>Comme rappelé en p5 du DRPCE, ce document doit être tenu à jour par l'exploitant.</p> <p>Le rapport de contrôle des installations électriques de novembre 2024 mentionne en p9, au niveau de la nouvelle unité de filtration, que les locaux pourraient présenter un risque d'explosion. Cette observation nécessiterait une mise à jour du DRPCE.</p> <p>Compte tenu des modifications intervenues sur le site depuis la parution du DRPCE (2017), et de celles à venir, l'inspection des installations classées estime que le DRPCE doit être remis à jour. L'adéquation des matériels présents dans ces zones est également à actualiser.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées demande sous 3 mois de réviser le DRPCE en vigueur du site, puis d'actualiser la liste des matériels présents dans ces zones (afin de s'assurer de leur adéquation).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : Etat général visuel des installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du</p>

<p>travail relatives à la vérification des installations électriques »</p> <p>...</p> <p>Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.</p> <p>...</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite des installations, il a été noté :</p> <ul style="list-style-type: none"> • que le marquage ATEX était apposé au niveau des postes de charges de batteries (charriot) et de la vanne de sectionnement de la canalisation de gaz, • des éléments métalliques étaient déposés au sol à proximité directe de la canalisation de gaz, pouvant endommager ladite canalisation, • qu'un grand récipient pour vrac (GRV) placé sur l'aire déchets et contenant des boues liquides n'était pas sur rétention. <p>L'exploitant a demandé à ses équipes de façon réactive de régler les 2 points relevés lors de la visite de site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées demande sous 1 mois une information sur le solde des 2 observations relevées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>